

COMMISSION ECONOMIE

Comment faire de la télé de qualité avec comme priorité la chasse aux ETP?...

Pour la direction, 2017 est l'année 0 et 2018 l'année 1 car sans pôles, avec les directions régionales ; 2017 prise en compte des élections 798 ETP pour le pôle. Les régions Centre val de Loire et Ile de France ont fait de "bonnes économies" sur les ETP, mais la Bretagne et la Normandie n'en font pas assez ... Il y aura donc un rééquilibrage entre les régions.

C'est essentiellement par le lissage que les économies seront réalisées, avec le "maître lisseur" Mr Chanu , qui raisonne arithmétiquement en tenant compte de l'organisation du travail avec "ses" chiffres à l'appui : il donne une explication mécanique en Bretagne avec trop de journaliste / PTA , en appliquant un cadre théorique qui ne tient pas compte de la réalité. A noter que le taux de précarité différent entre Paris et régions...

20% de remplacement en moyenne en régions, avec des achats de programmes en augmentation, on co-produit plus de documentaires .

Quant aux dépenses, c'est beaucoup le coût du loyer et charges à Vanves, les coûts de transmissions plus importants. Par contre les recettes publicitaires sont meilleures que prévues. Les investissements sont faibles, il n'y a pas de grands projets de gros investissements techniques prévus, à part le déménagement de Rouen. Un objectif : 500 ETP en moins d'ici 2020. Mais la ressource publique baisse , on est dans un vrai chiffre de 70 M euros d'économies à trouver, avec la hausse de la masse salariale

et la suppression de publicité des émissions pour la jeunesse . Heureusement, les recettes augmentent de 35% avec les coproductions et le com de Bretagne.

le réseau se doit de supprimer 72 ETP, mais la répartition n'est pas équitable et les régions doivent supporter encore, avec la suppression de 15 ETP dans le pôle

Il y a déjà eu 73 ETP de moins depuis 2012. Bretagne et Normandie devront supprimer 7 ETP, le pilotage de la réduction des ETP sera encore extrêmement tendu ..

Avec ces suppressions d'ETP, on va perdre des techniciens professionnels de base comme les OPV ou techniciens son et l'on sera amené à prendre ces techniciens dans le privé. N'est-ce pas voulu par la direction ?... On deviendrait donc petit à petit un canal de diffusion.

Mr Godard dit qu'il faut revisiter le mode de fabrication, avec des métiers qui évoluent, vers des multi-compétences, mais soi-disant pas des hommes-orchestres ...

Le regroupement des deux "Normandie" pourrait être une bouffée d'oxygène pour la direction, qui ne s'en cache pas ... Un chiffre à avoir en tête : depuis 2012 , il y aurait déjà eu 1000 ETP en moins à France TV, c'est fou...



AMOCO ...

**L'édition locale de France 3 Iroise
est comme ce fou de bassan,
engluée et noyée dans les 233 000
tonnes de sujets du JT régional
durant une semaine complète...**



La direction a profité des 40 ans de l'Amoco Cadiz pour supprimer l'édition de la locale d'Iroise durant une semaine complète, pour gagner des ETP bien sûr...Avec des magazines et une page de 8 minutes par jour diluée dans le JT

régional, la direction en fait des tonnes (233 000 tonnes...), quite à écoeurer les téléspectateurs...

Elus : Cette émission sur l'Amoco cadiz est **encore** externalisée et fabriquée par « Bleu Iroise Arsenal ».

La direction profite des périodes de basse activité pour dire qu'on n'est pas réactif, prétextant des salariés en congés.

Il y a 10 ans nous aurions pu assurer cette fabrication !

Direction : il est fallacieux de dire que nous souhaitons faire travailler les salariés le moins possible. Nous souhaitons faire travailler tous nos collaborateurs ! Ces périodes de basse activité sont certes pénalisantes mais nous devons faire avec ...

Elus : votre double discours n'est pas acceptable, surtout quand on voit la chasse à l'ETP au quotidien. On voit bien qu'il est plus facile pour vous d'envoyer du cash au privé et de mettre les salariés en basse activité

AUDIENCES / PREMIUM

FranceTV, télévision de service public est de moins en moins subventionnée par la publicité, pourquoi alors être tributaire de l'audimat, comme dans le privé?...



12 /13 : Normandie et Pays de la Loire sont à un bon niveau , mais pas la Bretagne, l'Ile de France et le Val de Loire . Il y a 5 ans, le JT régional dépassait souvent le JT national, mais désormais il est loin derrière. Cela est sans doute dû à la disparition de "midi en France" qui boostait le 12 13 .

La situation catastrophique de Nantes est due à la disparition de la locale d'Estuaire.

La Bretagne est au rouge partout...problème de watermaking , mesure de médiamétrie...

Mouchig dall est en déclin, un nouveau magazine en langue bretonne pour les enfants devrait voir le jour dans le style "c'est pas sorcier" en breton... Bali Breizh ne se porte pas mieux, il est envisagé plus d'extérieur...Le créneau du dimanche midi ne convient pas à Littoral, la direction cherche un autre créneau.

Direction : En Bretagne, on a fait le choix sur « Dimanche En Politique » de donner la parole aux nouveaux parlementaires issus de la société civile, c'est un choix audacieux que nous avons fait et qui explique peut-être la faiblesse des audiences. Le vrai souci c'est aussi la très faible audience le matin : notre public traditionnel n'allume plus la télé le matin... On imagine que ce public se dirige vers la radio.

Elus : On a du mal à mesurer l'impact des locales et du Soir 3 sur les spectateurs des locales à partir du moment où on ne les mesure pas !

Direction : le directeur régional a le pouvoir de diligenter une étude face aux tableaux d'audience. Mais sachez que c'est juste un indicateur et pas une étude scientifique ... On ne peut s'appuyer sur ces éléments pour en tirer nos choix et nos stratégies d'entreprise ! Ce serait une erreur.

Elus : oui mais alors à quoi servent ces tableaux, toutes ces statistiques ? Qu'allez-vous faire face à cette situation catastrophique à Nantes ?

Direction : pas de réponse.. Selon JM Le Guennec pour remonter l'audience de Bretagne, il faut un travail sur la fonction des chroniqueurs . Un peu plus de sujets sur la vie quotidienne...

Concernant le midi pile, il a toujours été plus instable que partout ailleurs.: "Ce qui nous impact le plus ce sont les grands jeux télévisés des grandes chaînes (TF1, ...)." dit-il.

Mais pour le 19/20 , il n'est pas inquiet, car clairement l'audience est bonne. "Nous avons été pénalisé par les erreurs de marqueurs." Difficile de le croire...

AUDIENCES / NUMERIQUE

C'est le score des numbers of clics qui sont comptabilisés et c'est the place du français US...Il faut s'armer de guns pour concurrencer les channels déjà bien implantés et full of money ...



Avec Mme Lamouret, responsable du numérique: Le numérique nous rappelle les bonnes pratiques pour le journalisme. Et il nous aide à travailler en rythme : travailler en séquence ! Un plan long (de 30" à 1'...), le style FBlive, ça accroche le spectateur et il faut continuer la dessus.

Un sujet TV a sa place à la télé. La manière de consommer sur FB ce n'est pas un long sujet, on ne change pas les gens ! Il y a un format numérique qui est COURT et avec du surtitrage avec un lien. On a fait des études pour en arriver à cette conclusion.

Elus : notre indépendance face aux gros fournisseurs mérite un dialogue posé, certes pas vraiment à sa place ici mais nous proposons qu'une commission s'empare de cette thématique : commission antenne ou commission nouvelles technologies? Proposition acquiescée par la direction.

Depuis 2017 on nous regarde sur les tablettes et iphones. 60% tablettes et 35% ordinateurs avec une fréquentation plus importante le matin et déjeuner. Et une prédominance du dimanche avec les outils de mobilité .

Le travail consiste à renforcer l'apple news , une « appli » par défaut, géolocalisée , avec des propositions de choix comme google news tout en faisant la part belle aux offres numériques d'actualité.

L'évolution des pages vues a été très importante. Avec facebook, nous avons multiplié par trois les connexions par rapport à 2016, avec des sujets courts, en grande majorité sans son. Le facebook live accroche également...

Par contre, avec youtube, les internautes passent plus de temps sur des produits plus conséquents, surtout le soir. Il y a aussi une proximité géographique et thématique sur un même support éditorial.

VANVES : l'incendie, la bonne aubaine pour la direction?...

Une réunion a eu lieu début février qui a porté sur l'analyse du rapport des experts mandatés par la direction au printemps 2017 pour auditer la situation de France 3 Paris Ile de France, un an après l'incendie de juillet 2016. Ce rapport a conduit à la décision annoncée en juillet 2017 par la présidente de déménager la station au siège

Malgré les demandes répétées des élus, l'audit sur lequel s'est appuyé la Direction n'a étudié que deux scénarios :

1- La reconstruction du centre. 2- Le rapatriement au siège.

Pour la Direction, l'hypothèse d'une relocalisation, ailleurs en Ile de France, sur un site dédié en Petite Couronne, n'aurait mérité d'être étudiée qu'en cas d'impossibilité des deux premiers scénarios.

Or pour les élus, il est nécessaire d'instruire cette hypothèse.

En fait, il apparaît que l'incendie, comme cela a été dit dès le CCE de Juillet 2017, a été utilisé comme « un effet d'aubaine » par la Direction qui n'a semblé commander un audit que pour conforter la seule solution qu'elle envisageait. Comme l'a reconnu Olivier Godard dès le début de la réunion, le but du déménagement au siège « n'est pas de réduire les ETP » mais « si on a l'opportunité de faire des économies, on les fera », on est même « challengé là-dessus ».

Le document se décompose en trois parties, avec, à chaque fois, l'analyse des points positifs et négatifs :

- État des lieux du site de Vanves après l'incendie. Descriptif du siège de France télévisions. Analyse de l'impact qu'aurait l'accueil de Paris Ile de France au siège.

1 - Vanves après le sinistre

Il s'agit d'un descriptif très précis des aspects immobiliers, techniques, de la grille des programmes et du potentiel humain.

Vanves occupe 4500 m2 (dont 3800 réellement utiles et inscrits dans le bail) sur 7 étages. La station dispose de 48 places de parking en sous-sol, d'une cour intérieure pour une douzaine de véhicules, de deux studios, l'un de 92 m2 pour le JT et l'autre de 147 m2. Le rapport détaille les parties immobilières et techniques impactées par l'incendie ou par les émanations de suies. Mis à part le sous-sol, il s'agit principalement du nodal, du trafic et de la diffusion, des régies audio et vidéo, de deux salles de montage (sur 14) et du studio du journal. Le maintien de l'activité a été assuré par des déménagements internes et des réaménagements d'espaces, et par l'utilisation d'un ancien car de production venu de Toulouse et remis en état par les personnels sur place.

Le coût réel du sinistre est difficile à évaluer. Le rapport l'évalue à 6,7 M€, dont seule une partie serait prise en charge par les assurances. Un premier versement des assurances a eu lieu pour un montant de 2,85 M€ sur la partie dommages. Cette somme prend en compte 1,1 M€ de surcoûts liés à la délocalisation de Météo à la carte... mais les assurances ne couvraient ce risque sur l'activité que pendant un an. Aujourd'hui les renforts en ETP en raison des difficultés liées au sinistre coûtent plus de 34 000 € par mois.

Quel coût pour un maintien sur place ? La remise à neuf de la partie bâtiment est estimée entre 85 et 100 000 €, mais la partie technique atteindrait 1,5 M€.

Des montants qui peuvent en partie ou entièrement remboursés par les assurances.

Le coût le plus élevé est celui du loyer et du fonctionnement en site dédié. Vanves est le seul site régional en location.

Son loyer est d'1,7 M€ avec des baux qui arrivent à échéance respectivement en 2022 et 2020. Il s'agit pour le site principal d'un bail léonin où toutes les charges comme le remplacement des ascenseurs ou la taxe foncière (160 000 €) sont dues par le locataire. Les élus ont rappelé les responsabilités de la direction. En 2009 elle avait en effet donné congé puis renégocié sous la contrainte un bail particulièrement désavantageux. Pour calculer le coût de l'implantation à Vanves, la Direction ajoute au loyer le coût de la logistique (gardiennage, nettoyage, motards) mais aussi la téléphonie fixe, l'électricité, la taxe professionnelle, etc... pour environ 1 M€, soit un coût total de plus de 2,7 M€.

Ces coûts seront-ils totalement économisés par la direction régionale à l'occasion d'un déménagement au siège ? En partie seulement puisque des refacturations internes seront ensuite calculées en fonction des espaces, de la logistique, de l'utilisation des outils et infrastructures (régies, plateaux, etc.). Mais bien évidemment, « aux bornes du groupe », les économies seront très conséquentes... Et cela sans compter les économies considérables que permettront les mutualisations.

Qu'advient-il des personnels en sous-traitance (accueil, motards...) après le déménagement ? Certains travaillent depuis plus d'une décennie pour France 3 Paris Ile de France. Pourront-ils postuler sur des emplois équivalents dans le cadre des appels d'offres du siège ? La direction dit être « vigilante » mais reste très floue. Tout juste évoque-t-elle la possibilité qui leur est ouverte de postuler sur des emplois du siège, mais qui n'ont rien à voir avec le gardiennage.

2 - Le scénario de l'accueil au siège

Quand on aborde l'accueil de France 3 PIF au siège, aujourd'hui prévu en septembre 2019, la Direction alterne les déclarations d'intentions, les contradictions ou les dénis...

L'engagement de Delphine Ernotte que les équipes de France 3 Paris Ile de France soient accueillies dans « un lieu unique, pour qu'elles continuent à fonctionner de manière autonome en tant que France 3 Paris Ile-de-France et pas

fondues dans un ensemble plus grand » a déjà connu quelques ajustements sémantiques. Lors du CCE du 13 juillet 2017, Olivier Montels, directeur du réseau assurait lui aussi : « nous allons leur trouver un endroit où le collectif de travail sera maintenu (...) tous les collaborateurs permanents de Vanves seront accueillis au siège avec un emploi et travailleront pour France 3 Paris Ile de France ».

Sept mois plus tard, la « note de synthèse » de la direction parle, de manière sibylline, de « garder l'intégrité éditoriale et structurelle de France 3 Paris Ile de France », ce qui laisse la place à beaucoup d'interprétations. D'ailleurs, comme le dit Cécile Lefevre, la DRH du siège : « Le champ des possibles est assez large et on n'est pas entrés dans les détails ». Ce sont justement « les détails » qui font la différence et peuvent susciter des inquiétudes. A ce stade, la commission est restée sur sa faim. Les effectifs de Vanves sont de 166 ETP. Seront-ils accueillis dans un seul espace rassemblant à la fois les journalistes, les techniciens, les salariés des programmes et les personnels administratifs afin de reconstituer un ensemble autonome ? C'est oui mais non. Selon Frédéric Hertz, « l'unité physique totale est impossible, car il y a des localisations différentes selon les activités ».

Seule assurance mise en avant par la direction : le service IMG (Immobilier et moyens généraux) du siège garantit un ensemble « cohérent » de 1200 m2 d'un seul tenant (et donc sur un seul étage). Le lieu précis ne nous a pas encore été communiqué. La Direction invoque les mouvements qui doivent encore impacter 1500 personnes au siège d'ici la fin de l'année pour justifier le fait que l'instruction est en cours. Des équipes de la DRH vont déménager dans l'immeuble Valin, des personnels administratifs vont rejoindre l'immeuble EOS de Microsoft à Issy-les-Moulineaux et le siège va être réaménagé en une « tour information » coté Seine et une « tour programmes » coté nord. France 3 PIF atterrirait dans la « tour information ». Les 1200 m2 retenus (un tiers des actuels 3800 m2 de surface utile de Vanves) s'expliquent, selon la direction, par le fait que les parties communes telles que toilettes, couloirs, cafétéria, régies et plateaux existent déjà au siège.

Au niveau technique plusieurs difficultés apparaissent. Quel(s) studio(s) ? Quelle(s) régie(s) ? Pour l'instant rien n'est clair. La nécessité de faire deux éditions du JT par jour (avec son propre décor ou avec un décor virtuel) sera un élément prioritaire, mais l'hypothèse d'avoir deux studios, un pour le JT, l'autre pour les programmes, semble exclue. Ce qui est envisagé pour les émissions de programmes ce sont des plateaux partagés avec les programmes nationaux. Autre élément sur lequel la direction est catégorique : les JT de France 3 PIF ne pourront pas se faire sur le même plateau que le JT national, du fait des nécessaires répétitions au même moment. Autre difficulté, l'incompatibilité entre les systèmes de fabrication et d'information de Vanves et du siège. A peine formés sur l.média les personnels de Vanves devraient donc passer à lfab (Dalet) lors du déménagement, en contradiction avec ce qui nous était affirmé en octobre dernier, où l'installation au siège devait se faire avec l.média et MonaLisa.

Comme par ailleurs le montage au siège est prévu sur Adobe plutôt que sur Avid, il faudra donc envisager de nouvelles formations de tout le personnel concerné dans la phase de rétroplanning.

Selon la direction, le coût global d'un déménagement au siège n'a pas été chiffré. Les risques... et « profits » d'une mutualisation.

L'enjeu des mutualisations est tellement évident que l'audit a fait un tableau particulièrement explicite (page 59). Il s'agit d'un « fonctionnogramme » avec des couleurs différentes selon l'impact prévisible des mutualisations. Presque tous les métiers techniques (vidéo, son, montage, scriptes, maquillage, infographie ou informatique) peuvent être mutualisés. On peut même se demander si les liens opérationnels ne vont pas, de fait, modifier les rattachements administratifs ? Combien de personnels resteront ils à terme rattachés à l'entité Ile de France théoriquement toujours rattachée au réseau ? Dans les conclusions de leur document, les experts de la direction ont établi deux colonnes : les points positifs et les points négatifs liés aux deux scénarii.

- Points négatifs : Ils ne les chiffrant pas mais ils pointent bien évidemment dans les aspects positifs, « une économie de charges de personnels résultant de la mutualisation des moyens ». Des économies d'autant plus appréciables que les suppressions massives d'emplois font partie des objectifs du Contrat d'objectifs et de Moyens et des réductions budgétaires en cours.

- Dans les points négatifs, les experts signalent les difficultés de mise en oeuvre de ce déménagement. Il faudrait, disent-ils, une direction opérationnelle transverse proche de la présidence pour piloter un rétro-planning.

Ils signalent aussi les importantes difficultés sociales qui vont surgir et prévoient des négociations difficiles pour harmoniser les rémunérations et les organisations du temps de travail. Leur rapport souligne que le personnel de France 3 Paris Ile de France a le sentiment d'être une « famille » qui va être « éclatée » par la mutualisation. Le personnel, disent les experts, est attaché à son identité régionale et a peur d'être « absorbé » : tout cela peut conduire à des « risques de blocage très importants ».

On ne peut qu'être d'accord avec ces remarques et constater dans le même temps qu'entre les risques sociaux et les économies... la direction a choisi sans la moindre hésitation.

Un grand nombre de questions reste sans réponse de la part de la direction, qui affirme ne pas avoir fait de projections et ne pas avoir commencé à travailler le dossier en termes de fonctionnement au siège (quels process, quel niveau de mutualisation, etc.).

Une nouvelle réunion commune des commissions économiques du CE et du CCE est donc prévue en mai, une fois que ce travail aura commencé. La direction envisage de lancer l'information/consultation sur le déménagement au mois de septembre.

PROCHAIN CE le 16 mars 2018

N'hésitez pas à faire parvenir vos questions et commentaires à vos élus SUD.

NB : Les informations contenues dans ce compte-rendu n'ont pas vocation à être exhaustives. Pour en savoir plus sur les décisions et discussions qui se sont tenues lors du CE, nous vous invitons à vous adresser à vos éluEs SUD au CE :

Bertrand Le Gall et Marie-Céline Varin

SUDFTV sur le blog <http://syndicatsudftv.blogspot.fr/> et sur [twitter@syndicatsudftv](https://twitter.com/syndicatsudftv)

Retrouvez SUDFTV sur le blog <http://syndicatsudftv.blogspot.fr/> et sur [twitter@syndicatsudftv](https://twitter.com/syndicatsudftv)